



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-18
Séance du 08 avril 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le 08 avril à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Hubert, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala
Mmes Berard, Enjalbert, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell

Absents ayant donné procuration : Mme Balsan pouvoir à M. Deyrat, Mme Vilaplana pouvoir à Mme Pervent

Absents excusés : Mme Gouard

Secrétaire de séance : Mme Brigitte Torrandell

Nombre de membres en exercice : 23

Date de convocation et affichage

Présents : 20

Absents : 1

02 avril 2021

Procurations : 2

Votants : 22

Objet : Vote des taux d'imposition 2021

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel, qui explique à l'assemblée que, pour assurer l'équilibre budgétaire de l'exercice 2021, il convient de voter les taux des impôts locaux pour l'année 2021.

Il informe que suite à la réforme de la fiscalité locale, le taux départemental du foncier bâti est transféré à la commune et précise que les taux restent inchangés.

Le conseil municipal entend l'exposé de M. Sylvain CASTELLON, sur proposition de M. le maire et après en avoir délibéré

FIXE les taux d'imposition pour l'année 2021 comme suit :

TAXES	TAUX 2020 (Pour information) %	BASES 2021 ESTIMEES	TAUX 2021 (Vote) %	Coefficient correcteur	PRODUIT 2021 ATTENDU €
Foncier Non Bâti	128.03	43 241	128.03		55 361.00
Foncier bâti globalisé	Taux communal 20.11	4 584 107	41.56	0.9	1 714 639.00
	Taux départemental 21.45				
TOTAL					1 770 000.00

Après débat les taux d'imposition sont adoptés à l'unanimité des suffrages exprimés (voix pour : 19, voix contre : 0, abstention 3).

Lavérune le 08 avril 2021

Roger CAIZERGUES
Maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.2.1